

16 Provinces

Estuaire/Département du Komo-Mondah/12-Mars en différé dans le 3e arrondissement de Ntoun

Une célébration "symbolique" autour des "AGR"

Olivier NDEMBI  
Bikelé/Gabon

PRES d'une demi-heure après le début d'une cérémonie commencée elle-même avec du retard, les organisateurs de la conférence sur les Activités génératrices de revenus (AGR), samedi dernier à la salle polyvalente de Bikelé, dans le cadre de la célébration "symbolique" en différé du 50e anniversaire du Parti démocratique gabonais (PDG), se demandaient assurément comment tenir une réunion d'une telle envergure dans une salle clairsemée. Mais c'était oublier la nonchalance qui caractérise le Gabonais, et qui veut que ce dernier se présente au lieu du rendez-vous au moment où l'on ne s'y attend plus. Car juste avant la prise de parole par le conférencier, Albert Ollong, en présence du membre du bureau politique, Paul Biyoghe Mba, et des autres responsables politiques du 3e arrondissement de Ntoun, la salle s'est soudainement remplie d'hommes, femmes et jeunes. Au point que plusieurs d'entre eux ont dû assister, debout, à la cérémonie, faute de places assises disponibles. C'est que, face à la précarité dans laquelle vivent les po-

pulations, les responsables du PDG du 3e arrondissement de Ntoun ont cru nécessaire, dans le cadre de l'anniversaire de leur parti, d'interpeller les consciences des uns et des autres, de sorte qu'ils accèdent à une autonomie financière à travers la création d'activités qui leur permettraient de sortir du cercle vicieux du mal-vivre. Surtout que l'Etat, qui a toujours été considéré comme le principal pourvoyeur d'emplois, a du mal, ces derniers temps, à continuer à jouer ce rôle. Quoi donc de plus normal que d'inciter tous ces jeunes et femmes aux bras valides à se lancer dans leurs propres affaires, en vue de se prendre en charge par des moyens licites ? En outre, face au niveau organisationnel relativement faible de ces derniers et au déficit d'informations réelles en rapport avec les activités déployées par les plus audacieux, est apparue l'importance d'édifier les Pdgistes du 3e arrondissement sur les bonnes pratiques pour se faire de l'argent. D'autant qu'en sus de l'idée du projet, qui constitue d'ailleurs le préalable à la recherche de financements, ainsi que l'a d'ailleurs indiqué le membre du bureau politique, Paul Biyoghé Mba, il y a toute une organisation à mettre en place. Ce à quoi s'est attelé à dé-



Photo : Olivier Ndembi/ L'Union

Paul Biyoghé Mba : d'identifier clairement l'activité que l'on veut mener.



Photo : Olivier Ndembi/ L'Union

Le conférencier, Albert Ollong...



Photo : Olivier Ndembi/ L'Union

.... face à l'assistance dans une salle comble.

montrer le conférencier, Albert Ollong, à travers son exposé dans lequel il a développé la problématique des activités génératrices de revenus au Gabon, les questions qu'elle soulève, les solutions proposées (par exemple le regroupement en associations ou coopératives) et les acteurs impliqués. Des acteurs composés, d'un côté, des organismes d'appui, et de l'autre, des bénéficiaires des services en faveur des AGR.

**CHÔMEURS** • « En ce qui concerne le Gabon, a-t-il précisé, beaucoup de choses ont déjà été faites. Les hautes autorités de la République ont créé le Fonds national d'action sociale, qui appuie naturellement les activités génératrices de revenus en accordant des microcrédits, la

Banque gabonaise de développement, pour ne citer que ces organismes publics. En ce qui concerne les structures privées, nous avons la Loxia, établissement de micro-fiance BGFI et bien d'autres qui viennent en appui. Mais il faut reconnaître qu'au-delà de ces structures, beaucoup sont dans l'informel, et nous l'avons indiqué. Au niveau de l'informel, les taux d'intérêt, autant (...) au niveau des structures publiques que des entités privées légalement reconnues, peuvent être jugés élevés mais acceptables, au regard du risque encouru en termes de prêts. Au niveau de l'informel, les taux sont particulièrement usuriers. A tel point que si vous prenez un microcrédit pour financer une petite activité génératrice de revenus, vous pouvez vous retrouver dans l'informel avec un taux usuraire de 60% dans

le mois. Ce qui est particulièrement élevé lorsque les chiffres aussi sont élevés. Autant pour 100 000 francs, on débourse 60 000, mais lorsqu'il s'agit d'un million, on rembourse avec 600 000 francs de plus. Certes, cela ne devrait pas décourager ceux qui veulent s'impliquer dans les activités génératrices de revenus, étant entendu que ces activités concourent à la dignité humaine. Elles permettent à ceux qui ne peuvent pas être salariés ou employés quelque part, d'avoir un revenu substantiel conséquent qui leur permet de satisfaire à leurs besoins.» Pour Paul Biyoghé Mba, tout comme pour le sénateur Brice Mombo, le PDG ne saurait être un réservoir de chômeurs. D'où l'intérêt de transformer les enseignements reçus en opportunités, de manière à faire des mili-

tants des hommes et femmes capables de se prendre en charge et se mettre durablement au service du parti. C'est, en tout cas, la principale leçon que les Pdgistes du 3e arrondissement de Ntoun auront retenue de cet échange avec les différents intervenants. Souignons, enfin, que cette conférence a été précédée de la lecture de la lettre adressée aux militants par le secrétaire général du PDG, à l'occasion de la célébration en différé du 12 mars symbolique de cette formation politique. Lettre lue par le secrétaire d'arrondissement, Isaac Boungouendé, dans laquelle Eric Dodo Boungouenda formule des orientations nécessaires à la vie du parti, en mettant notamment un accent particulier sur la cohésion, l'unité et l'importance de la base.

Ngounié/Département de Tsamba-Magotsi/Exploitation forestière

Les différentes parties signent un cahier des charges

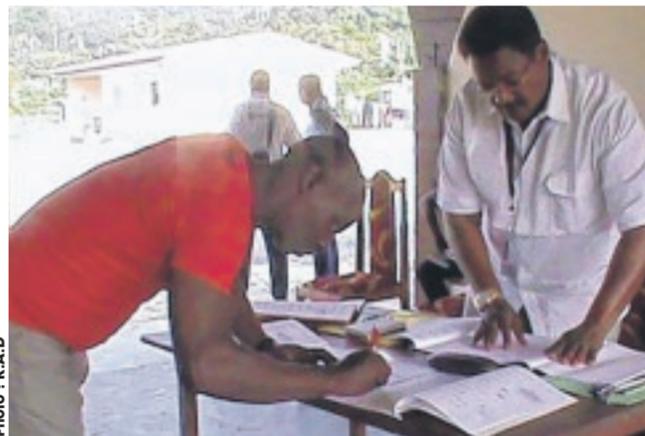


Photo : K.A.D

Signature du document par...

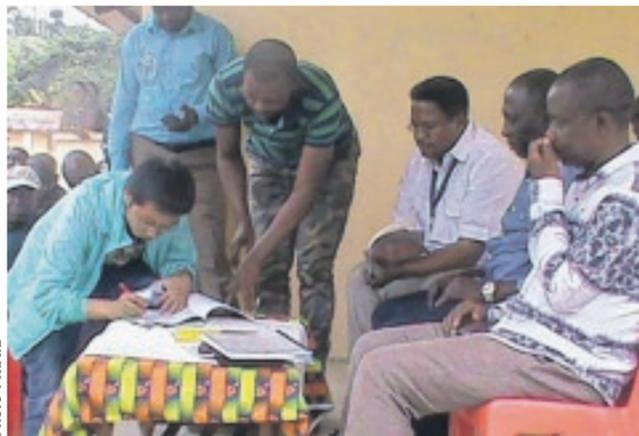


Photo : K.A.D

... les différentes parties....



Photo : K.A.D

... y compris le préfet Michel Matsakassa...

K.A.D  
Mouila/Gabon

CONFORMÉMENT à l'article 251 du Code forestier en République gabonaise, un cahier des charges vient d'être signé entre l'opérateur économique "Gabon Meubles modernes" et l'Association des forêts communautaires Diambu-Ghamangu du village Mamiengué, et Tokanegha, un autre regroupement associatif du village Nzemba, sur l'axe Fougamou-Lambaréné. Tout ceci, en présence du préfet du

département de Tsamba-Magotsi, Michel Matsakassa, du président du Conseil départemental, du chef de cantonnement des Eaux et forêts, des responsables des ONG Muyissi Environnement et Conservation Justice, ainsi que du directeur provincial des Eaux et forêts. La signature du cahier des charges entre les différentes parties procède de ce que la société forestière bénéficie, depuis plusieurs mois déjà, d'une assiette de coupe dans les environs des deux villages. Une victoire donc pour l'ONG Muyissi Environnement qui, après avoir mené des



Photo : K.A.D

... sous le regard des auxiliaires de commandement.

campagnes de sensibilisation auprès des villageois, s'est réjouie de constater,

au même titre que ces derniers, que l'article 251 du Code forestier est appliqué

en leur faveur. De même, elle a salué l'engagement de la direction provinciale des Eaux et forêts, dirigée par Thomas Mvou Biyogo, ainsi que celui du cantonnement, qui ont tous œuvré favorablement pour l'aboutissement et la signature de ce cahier des charges. Dans ce processus, les populations vont désormais suivre la traçabilité de la gestion de la forêt, en accompagnant l'opérateur économique dans leur localité. Avec l'espoir de tirer véritablement profit de cette exploitation, véritable combat des ONG Conservation Justice et Muyissi En-

vironnement. Le préfet du département de Tsamba-Magotsi, Michel Matsakassa, le directeur provincial Eaux et forêts, Thomas Mvou Biyogo, le directeur technique de "Gabon Meubles modernes", Waren Mabila, le président de l'association Diambu Ghamangu, Jean-François MOUNGUENGUI MOUSSAVOU, et celui de l'ONG Muyissi Environnement, Ladislas Désiré Ndembet, ont tous salué cette signature du document, qui scelle désormais la confiance entre toutes les parties. En sus de ce qu'elle instaure un climat de paix dans la région.